

## Les failles de la gauche non-libérale

Christophe Ramaux

Article paru dans *Politis*, n°870, 6 octobre 2005

La gauche non libérale ne pourra durablement transformer l'essai sans un projet alternatif un tant soit peu cohérent. Pour aller à la racine des choses, on peut juger que trois « trous noirs » sont notamment à éclaircir : le marché, l'Etat social et la bureaucratie.

Le marché ? Marx voyait dans le capitalisme son parachèvement. A son encontre, on peut juger que s'il se traduit par une extension des relations marchandes (le travail, la culture, etc.), le marché ne lui est pas réductible. Il existait bien avant et les tentatives avortées de s'en passer nous incitent à penser qu'il existera bien après. L'essence du comportement capitaliste, avec le monopole, n'est-il pas de tuer le marché ? Loin d'accroître la concurrence, la mise sur le marché de la propriété du capital au cours des vingt dernières années (dont les entreprises privatisées) s'est traduite par un mouvement massif de concentration. Un capitaliste devait hier investir pour grappiller des parts de marché à ses concurrents. Il dispose d'un moyen autrement plus rapide pour les annihiler : les absorber à coup d'OPA, en sachant, qu'en l'espèce, qui n'est pas prédateur est « petit » et donc proie potentielle. Le marché suppose une intervention publique pour fonctionner (la monnaie, des règles de concurrence...). Ce n'est pas une raison pour ne pas admettre que la concurrence peut avoir du bon.

L'Etat social ? Une partie de la gauche reste prisonnière d'un schéma de pensée marxiste et, au fond, libertaire qui fait de l'Etat un simple instrument au service de la classe dominante (ce qu'il est assurément parfois). L'Etat social – avec ses quatre piliers que sont la protection sociale, le droit du travail, les services publics et les politiques économiques de soutien à l'activité et à l'emploi – n'a, quoiqu'il en soit, toujours pas sa théorie. D'où les réponses essentiellement défensives face aux attaques libérales. L'« échec de la relance de 1982 » est entré dans le langage courant, et non celui, autrement plus avéré, du « libéralisme depuis 1983 ». La justification de l'Etat social procède justement des limites du libéralisme. Si le marché a du bon, il n'a pas la cohérence systémique pour assurer une série de besoins sociaux (le plein emploi, la réduction des inégalités, l'écologie...). On ne peut lui confier ce qu'il ne sait pas faire. D'où la nécessité d'une intervention publique. L'Etat social n'est pas sans limites. Une partie proviennent de son caractère inachevé (le maintien d'une offre de médecine libérale, la démocratie confinée aux portes de l'entreprise...). Une partie est endogène : la bureaucratie, en particulier, il serait vain de le nier, est son talon d'Achille. La « réforme de l'Etat » ou bien la décentralisation sont condamnables lorsqu'elles visent à saper les fondements de l'intervention publique. Elles n'en sont pas moins nécessaires pour démocratiser l'Etat, faire en sorte que le service public soit bien au service du public.

La bureaucratie ? La tragédie du stalinisme atteste qu'il ne suffit pas d'être anti-capitaliste pour être progressiste. L'accumulation du capital dans les mains de quelques-uns est condamnable. Celle du pouvoir ne l'est pas moins. A côté de celle du capital, mise en valeur par Marx, existent d'autres logique d'accumulation : celle du pouvoir sur les hommes notamment. Les deux peuvent se combiner. Les fusions-acquisitions ont permis aux dirigeants d'entreprises de s'assurer d'indécents revenus et simultanément de « bâtir des empires », d'être « les plus grands ». Mais la soif de pouvoir n'est pas que là. Elle irrigue l'ensemble de la société. Les mouvements d'émancipation de ces deux derniers siècles n'ont-ils pas d'abord buté sur les bureaucraties politiques ? Sur ce registre comme sur d'autre, la plus mauvaise façon de traiter la question est de la nier. Les dérives des Grünens, osant envisager s'allier avec l'ultra-libérale droite allemande, montrent qu'à prétendre « faire de la politique autrement »,

on en fait souvent en pire. La crise du mouvement altermondialiste en est une autre illustration. La démocratie participative en réseaux et la décision au consensus peuvent avoir du bon. Elles deviennent délétères quand elles remplacent la démocratie représentative avec le principe « d'un homme, une voix » et la possibilité d'élire ses dirigeants sur cette base. A Attac, les 30 000 adhérents n'élisent qu'un tiers des dirigeants, les deux autres tiers étant auto-désignés par les « représentants de fondateurs » (Fsu, Sud, etc.), qui ne représentent souvent qu'eux-mêmes ! Le pouvoir peut conduire au pire, mais il n'est pas « sale » en soi. Il est aussi synonyme de prise de responsabilité. N'importe quel communauté complexe (association, parti, Etat...) en a besoin. Il est décidément plus sage de ne pas le nier, de mettre en place des contre-pouvoirs, de l'organiser démocratiquement, que de prétendre ne pas manger ce pain là. La difficulté à rassembler toute la gauche non-libérale ne provient-elle pas d'ailleurs du souci mortifère de préserver sa « petite boutique » ?